



Consultation n°2025-044

Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

**Marché de sécurité humaine : sécurité incendie et sûreté pour le campus de
CentraleSupélec Paris**

Marché public de fournitures et de services (CCAG-FCS)

SOMMAIRE

1.	DISPOSITIONS GENERALES	3
2.	FORME DU MARCHE	3
3.	DUREE DU MARCHE	3
4.	DOCUMENTS CONTRACTUELS	4
5.	CLAUDE DE REEXAMEN	4
6.	REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES	5
7.	OBLIGATIONS GENERALES DES PARTIES	5
8.	MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE	10
9.	LE PERSONNEL DU TITULAIRE	11
10.	ORGANISATION DU TRAVAIL	12
11.	DELAIS D'EXECUTION	12
12.	REUNION DE LANCEMENT	13
13.	CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	13
14.	PRIX DU MARCHE	13
15.	MODALITES DE REGLEMENT	14
16.	PENALITES	15
17.	RESILIATION DU MARCHE	18
18.	ASSURANCE	19
19.	PIECES ET ATTESTATIONS A FOURNIR	19
20.	DIFFERENDS	19
21.	REGLEMENT DES LITIGES ET LANGUE	20
22.	DEROGATIONS AU CCAG APPLICABLE AUX MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES	20

1. Dispositions générales

1.1. Preamble

CentraleSupélec est un Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP) constitué sous la forme d'un Grand Établissement, relevant de la tutelle conjointe du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et du ministère chargé de l'Industrie.

Cette école est répartie sur cinq campus (Rennes, Metz, Pomacle Paris ainsi que Gif-Sur-Yvette). CentraleSupélec compte :

- 4200 étudiants, 370 enseignants/enseignants-chercheurs en interaction avec son réseau international ;
- 3 écoles à l'étranger (Chine, Inde et Maroc) et 5 laboratoires internationaux associés (Brésil, Canada, États-Unis et Chine) ;
- L'École est partenaire de 176 universités étrangères et de 140 entreprises ;
- 800 administratifs et doctorants travaillant dans les trois campus.

1.2. Objet du marché

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) concerne l'exécution des prestations suivantes :

- Sécurité incendie, y compris l'assistance à personne (mission principale)
- Veille technique (transmission à l'astreinte en cas de remontée via GTB)
- Sûreté (veille des caméras de vidéosurveillance, système d'intrusion) et contrôle d'accès (veille des dysfonctionnements)

Le marché public a fait l'objet d'un appel d'offres ouvert soumis aux dispositions des articles L. 2125-1, R. 2124-2, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Ce marché ne comporte pas de variantes, d'options ni de prestations supplémentaires éventuelles (PSE).

2. Forme du marché

Le présent contrat est un marché public de fourniture et service, sous la forme d'un accord-cadre composite comprenant :

- Une partie forfaitaire pour les prestations récurrentes décrites dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF), estimé à 1 000 000 euros HT
- Une partie à bons de commande pour les prestations ponctuelles et qui donneront lieu à l'émission de bons de commande sur la base du bordereau des prix unitaires (BPU) et au fur et à mesure du besoin, sans montant minimum et avec un montant maximum fixé à 50 000 euros HT.

L'estimation globale du marché est de 1 050 000 euros HT.

3. Durée du marché

Le marché est conclu pour une durée de 12 mois à compter de la date de notification du marché. Le courrier de notification indiquera la date de démarrage des prestations. Le démarrage prévisionnel est fixé au 1^{er} novembre 2025.

Puis le marché est reconductible tacitement trois (3) fois pour une période d'un (1) an à compter, soit une durée maximale totale de 48 mois.

4. Documents contractuels

Le présent marché, est constitué des documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement de l'accord-cadre accompagné de ses annexes financières : Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU), La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses technique particulières (CCTP)
- La mise au point le cas échéant,
- Les avenants le cas échéant,
- Le Règlement Intérieur de CentraleSupélec ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG-FCS) issu de l'arrêté du 30 mars 2021 (JO du 1er avril 2021), tel que modifié par l'arrêté du 30/09/2021.
- L'offre technique et financière du titulaire ;

Seuls les exemplaires originaux, conservés dans les archives de CentraleSupélec, font foi. Toute clause contraire aux pièces contractuelles constitutives est réputée nulle. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

Le titulaire ne peut se prévaloir, en cours d'exécution, d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus, des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, de tous les textes administratifs nationaux ou locaux et, d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché.

5. Clause de réexamen

Il est convenu entre les parties la mise en œuvre des clauses de réexamen suivantes.

- Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution

Le titulaire unique pourra proposer au pouvoir adjudicateur la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer. Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes :

- cessation d'activité,
- cession de contrat,
- décès,
- difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles,
- défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles
- Concernant la partie forfaitaire, les prestations sont susceptibles d'évoluer pendant la durée du marché. En effet, le nombre de sites concernés par la partie forfaitaire sont susceptibles d'évoluer, à la hausse ou à la baisse, en cours de marché. Par ailleurs, des prestations non prévues initialement pourront être intégrées au marché, à la demande de

l'administration. Dans tous les cas et conformément aux dispositions de l'article L. 2194-1 du Code de la commande publique, les modifications et évolutions apportées ne peuvent changer la nature globale du marché.

Toute évolution (à la hausse comme à la baisse) fera l'objet d'un avenant au marché.

- Concernant la partie à bons de commande, pour tout nouveau besoin de CentraleSupélec, le titulaire s'engage sur une offre financière raisonnable et respectueuse du prix moyen pratique dans le secteur économique. Le titulaire devra, à la demande de CentraleSupélec, apporter les preuves objectives des prix qu'il propose en communiquant ses motifs économiques, en comparaison notamment de prestations identiques, similaires ou équivalentes, réalisées pour d'autres clients et/ou par d'autres prestataires sur le marché en cours.

Evolution de la réglementation : la modification des dispositions législatives et réglementaires relatives à la législation sur la protection des données à caractère personnel, la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail, ainsi qu'à la protection de l'environnement applicables dans le cadre du présent marché, ne donnera pas lieu à la conclusion d'un avenant avec le titulaire.

Le titulaire est tenu d'appliquer d'office les nouvelles dispositions législatives et réglementaires sans surcoût

6. Réalisation de prestations similaires

En application des dispositions de l'article R. 2122-7 du code, un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles du présent contrat peut être conclu avec le titulaire au plus tard trois ans après la notification du présent marché.

7. Obligations générales des parties

7.1. Représentation

7.1.1 Représentation du pouvoir adjudicateur

Dès la notification du marché, le pouvoir adjudicateur désigne une personne au sein de ses services, habilitée à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché.

7.1.2 Représentation du titulaire

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une personne physique, habilitée à le représenter auprès du pouvoir adjudicateur pour les besoins de l'exécution du marché. Celle-ci est réputée disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de son nom au pouvoir adjudicateur dans les délais impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

En cours d'exécution, le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications se rapportant :

- aux personnes ayant pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement,
- et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

7.1.3 Sous-traitance

Conformément aux articles R. 2193-4 à R. 2193-8 et R. 2193-10 à R. 2193-22 du Code de la commande publique, et en application des dispositions fixées à l'article 3.6 du CCAG/FCS, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines

parties des services inclus dans le marché à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, le titulaire doit se conformer aux dispositions de l'article du code. Le titulaire se devant de réaliser les prestations par ses propres moyens, le recours à la sous-traitance doit revêtir un caractère exceptionnel.

En cas de sous-traitance du marché, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant de celui-ci.

Le paiement direct d'un sous-traitant pour la partie du marché dont il assure l'exécution s'effectue lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € TTC.

Dès la signature de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire et à chacun des sous-traitants concernés l'exemplaire de l'acte spécial qui leur revient. Dès réception de cette notification, le titulaire du marché fait connaître au pouvoir adjudicateur le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

Le titulaire du marché est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels au pouvoir adjudicateur, lorsque celui-ci en fait la demande. A défaut de l'avoir produit à l'échéance d'un délai de quinze jours courant à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire par le pouvoir adjudicateur, le titulaire encourt, par dérogation à l'article 3.6 du GGAG/FCS, une pénalité égale 1/300 du montant hors taxes du marché, Cette pénalité s'applique pour chaque jour de retard.

7.2. Obligations spécifiques du titulaire

7.2.1 Obligation de résultat

Le présent marché, est soumis à un **engagement de résultat** de la part du Titulaire pour l'ensemble des prestations. Le titulaire est pleinement responsable de la bonne exécution du marché. Il ne peut nullement mettre en avant une quelconque défaillance de ses sous-traitants ou fournisseurs.

Le titulaire doit notamment satisfaire aux obligations suivantes :

- Se conformer rigoureusement aux stipulations décrites dans le présent CCAP et dans le CCTP ;
- Informer et conseiller : à ce titre, il s'engage d'une manière générale à répondre aux demandes de renseignements émanant du pouvoir adjudicateur et à communiquer toutes les explications concernant l'exécution du marché ;
- Demander au pouvoir adjudicateur toute information ou renseignement qu'il juge nécessaire à la bonne exécution du marché.

Dans le cas où le titulaire n'exécute pas les prestations dans les conditions prévues par le présent CCAP, le pouvoir adjudicateur a la faculté d'appliquer des pénalités telles que prévues à l'article 16 du présent CCAP, de faire exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire ou de résilier le marché, conformément aux dispositions de l'article 32 du CCAG/FCS et de l'article 18 du présent CCAP

Le Titulaire garantit les résultats fixés au présent marché et met en œuvre, de sa propre autorité et sous sa seule responsabilité, tous les moyens qu'il juge utiles et nécessaires pour l'accomplissement de ses missions et atteindre les niveaux de qualité requis, qui sont compatibles avec l'activité de l'établissement.

7.3. Protection de main-d'œuvre et conditions de travail

Le titulaire produit tous les six (6) mois à compter de la notification du marché jusqu'à son expiration une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L. 243-15 du code de sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement

des cotisations et des contributions datant de moins de 6 mois (articles D 8222-5-1° du code du travail et D. 243-15 du code de sécurité sociale).

Si le titulaire est un groupement d'opérateurs économiques, une déclaration est remplie par membre du groupement.

Le titulaire remet également au pouvoir adjudicateur une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

7.4. Comportement du personnel

Le personnel du titulaire doit faire preuve d'amabilité et de la plus grande correction. Le titulaire se porte garant de l'honorabilité de son personnel.

Il est rappelé que le titulaire est responsable de ses employés en toutes circonstances et pour quelque cause que ce soit. Toute détérioration sur le mobilier, le matériel, les revêtements, au cours de l'exécution des prestations, est à la charge du titulaire.

7.5. Connaissance des lieux

Le Titulaire déclare :

- avoir pris connaissance de l'ensemble des documents visés à l'article 2 du présent CCAP et leurs annexes et bien connaître l'ensemble des contraintes fixées par ces documents,
- qu'il a une parfaite connaissance de l'existant, de l'installation, du terrain et de ses abords, qu'il en a apprécié les éventuelles contraintes ou nuisances ainsi que celles liées à l'environnement et estimé toutes les sujétions tant techniques qu'administratives inhérentes aux prestations.

En complément des renseignements qui lui sont fournis dans les pièces du marché, le Titulaire doit avoir effectué les vérifications préalables et avoir relevé sur place ou demandé au pouvoir adjudicateur, tous les renseignements complémentaires qui lui sont nécessaires pour exécuter les prestations dans les délais requis.

Le Titulaire est réputé avoir eu toute possibilité d'apprécier exactement l'étendue et la teneur des prestations ; il ne pourra par la suite se prévaloir d'aucune omission, insuffisance de description ou de données et d'informations pour refuser d'intégrer dans sa mission des prestations nécessaires à son plein et bon accomplissement et notamment les études et le contrôle et suivi de réalisation des prestations connexes sans lesquelles ce marché ne pourrait avoir une fonction optimale.

Il devra notamment de sa propre initiative, en relation avec le pouvoir adjudicateur, prendre tous les contacts nécessaires à la bonne exécution des prestations avec les tiers contractants du pouvoir adjudicateur et d'une manière générale avec les tiers intéressés par les prestations dont il a la charge. Il devra également, dans ce même objectif, et en tant que de besoin, solliciter le pouvoir adjudicateur le plus tôt possible afin d'obtenir les contacts utiles et nécessaires à la pleine et bonne exécution de sa mission.

Par conséquent, le Titulaire ne pourra en aucun cas prétendre à un supplément de prix ou justifier un retard par suite, soit d'insuffisance

7.6. Protection des données à caractère personnel

Conformément à l'article 5.2 du CCAG-FCS, chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat.

La durée du traitement des données est de 1 an.

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement,
- traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur.
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat,
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen ou du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relatif à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, il doit informer l'acheteur avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

Autorisation de désignation d'un autre prestataire

Le titulaire peut faire appel à un autre prestataire, désigné « le sous-traitant ultérieur », pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres prestataires. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance ultérieur. L'acheteur dispose d'un délai minimum de 6 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ultérieure ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que celui-ci présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées. Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

Droit d'information des personnes concernées

Il appartient à l'acheteur de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données

Exercice des droits des personnes

Le titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à : achatsetmarches@centralesupelec.fr

Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant : Courriel

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel (catégories et nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données) ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord de l'acheteur, le titulaire communique, au nom et pour le compte de l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins les mêmes éléments que la notification ci-dessus.

Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations

Le titulaire aide l'acheteur pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ainsi que pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

Mesures de sécurité des données à caractère personnel

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Durée et modalités de conservation des données

La durée et les modalités de conservation des données sont les suivantes : 12 mois

Sort des données

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le titulaire s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel.

Délégué à la protection des données

Le titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels autres prestataires et, le cas échéant, du délégué à la protection des données,
- les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur,

- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et les documents attestant de l'existence de garanties appropriées le cas échéant,
- une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel
- des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Documentation

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

8. Modalités d'exécution du marché

8.1. Modalités de passation des commandes

Pour la partie forfaitaire : Une commande annuelle sera passé pour la prestation forfaitaire.

Pour la partie à bons de commande : Les prestations ponctuelles feront l'objet de bons de commande émis au fur et à mesure des besoins.

Après émission d'un bon de commande, le pouvoir adjudicateur pourra modifier les prestations objet du bon de commande correspondant afin d'ajuster notamment la volumétrie des articles demandés. Le pouvoir adjudicateur émet alors un bon de commande rectificatif.

8.2. Suspension, modification et reprise de la partie forfaitaire en cas de crise majeure

En cas de difficultés d'exécution dues à une situation de crise majeure, le pouvoir adjudicateur peut suspendre totalement ou partiellement l'exécution des prestations forfaitaires prévues au marché.

A l'issue de la suspension, un avenant déterminera les modifications du marché éventuellement nécessaires, sa reprise à l'identique ou sa résiliation ainsi que les sommes dues au titulaire ou, le cas échéant, les sommes dues par ce dernier à l'acheteur.

8.3. Conditions particulières d'exécution des prestations

La qualité du service doit être assurée pendant toute la durée du marché dans les conditions spécifiques, décrites dans le CCTP.

8.3.1 Performance environnementale et sociale

Le pouvoir adjudicateur s'est engagée dans une démarche de responsabilité globale et de développement durable, décrite également dans le CCTP.

A ce titre, les prestations doivent répondre aux objectifs de développement durable fixés par l'Etat et l'Union Européenne.

8.3.2 Livrables

Au titre de l'exécution du présent marché, le Titulaire est tenu de remettre au pouvoir adjudicateur, l'ensemble des livrables mentionnés dans les spécifications techniques du CCTP.

Le fait que le pouvoir adjudicateur approuve ou valide tout ou partie des livrables ne diminue ou ne limite en aucune manière la responsabilité du Titulaire.

9. Le personnel du titulaire

9.1. Moyens et/ou matériels mis en œuvre par le titulaire pour son personnel

Le Titulaire fournit à son personnel et sous sa seule responsabilité le matériel et les moyens nécessaires à l'exécution du marché.

Si des matériels ou des moyens appartenant au pouvoir adjudicateur étaient mis à disposition du Titulaire, celui-ci les mettrait en œuvre sous sa seule responsabilité

9.2. Liste nominative du personnel

Le titulaire du marché doit fournir au pouvoir adjudicateur et tenir à jour impérativement, sous 10 jours à compter de la notification du marché et sur toute demande du pouvoir adjudicateur, une liste nominative du personnel. Cette liste comporte le nom, le prénom et la nationalité des salariés assurant les prestations objet du marché.

Il doit fournir, en outre, les renseignements nécessaires à l'établissement des laissez-passer qui sont exigés pour la circulation de ce personnel et portés sous forme de badge sur les différents sites, puis par la suite, pour tout nouveau personnel.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'interdire l'accès des locaux et de demander le remplacement immédiat des agents ne donnant pas satisfaction.

9.3. Mesures d'éviction ou de remplacement de personnel

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit, sans indemnité, d'exiger à tout moment l'éviction de toute personne participant à l'exécution des prestations pour insubordination, incapacité ou défaut de probité.

Cette mesure s'applique aux salariés du titulaire ainsi qu'à ceux de ses sous-traitants. Cette mesure est de portée générale et définitive.

Elle interdit notamment au titulaire d'affecter sur un autre site, un autre bâtiment désigné au marché l'agent à l'encontre duquel a été prise la mesure d'éviction.

9.4. Tenue du personnel

Le titulaire doit doter le personnel d'exécution d'au moins deux tenues de travail identifiables, éventuellement de protection.

Les agents en activité, y compris le personnel d'encadrement, doivent porter en permanence un badge nominatif ainsi que l'insigne spécifique de l'entreprise attributaire du marché.

Aucun agent d'exécution n'est admis s'il n'est revêtu de sa tenue de travail, s'il est démuné de son insigne ou s'il présente une tenue négligée.

9.5. Comportement

Le personnel du titulaire doit faire preuve d'un comportement exempt de tout reproche vis à vis des tiers. L'utilisation de matériels contenus à l'intérieur des locaux lui est interdite. C'est notamment le cas des appareils de téléphonie, télécopie, photocopieurs, ordinateurs, imprimantes ainsi que tous les consommables de bureaux tels que le papier.

Selon les dispositions fixées à l'article 6.4 du présent CCAP, le personnel du titulaire s'engage à ne divulguer à qui que ce soit et sous quelque forme que ce soit des informations, renseignements, documents dont il a ou aurait pu avoir connaissance dans l'exécution des prestations prévues dans le marché.

Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire le pouvoir adjudicateur à résilier le marché aux torts du titulaire et aux frais et risques de ce dernier.

9.6. Responsabilité du titulaire vis-à-vis de son personnel

Le titulaire est responsable de son personnel d'exécution en toutes circonstances et pour quelque cause que ce soit. Il est responsable des accidents survenant du fait de son personnel, des dégâts produits à l'occasion de l'exécution des travaux ainsi que des vols qui pourraient être commis par ses agents.

10. Organisation du travail

L'organisation du travail dans le cadre de ce marché doit respecter les dispositions ci-après :

10.1. Les effectifs :

L'effectif nécessaire à la réalisation des prestations décrites au CCTP est indiqué par le titulaire dans son offre technique. Il précise dans celle-ci la répartition quotidienne des effectifs basée notamment sur les périodicités définies dans le CCTP.

10.2. Encadrement

Le titulaire affecte en permanence sur site, un agent responsable de l'encadrement et de la discipline du personnel, du mode d'exécution des prestations, et d'une manière générale, de l'application des clauses techniques du CCTP. Sa désignation est communiquée au pouvoir adjudicateur dès l'exécution du présent marché.

Ce responsable est habilité à prendre, au nom du titulaire, toute décision conditionnant sur place la bonne exécution des prestations.

Il doit se rendre aux convocations du pouvoir adjudicateur en cas de consignes particulières au personnel en place. En cas d'empêchement de ce responsable, le titulaire en avertit le pouvoir adjudicateur et procède sans délai à son remplacement.

Ce responsable de l'encadrement doit être pourvu par le titulaire d'un téléphone mobile permettant de le joindre à tout moment sur le site, dont le numéro est communiqué au pouvoir adjudicateur.

11. Délais d'exécution

Les délais exécutés sont les délais précisés dans l'offre technique du titulaire et pour lequel il s'engage. Pour les prestations à bons de commande : le délai démarre à compter de la notification du bon de commande pour une durée indiquée dans le mail de notification du bon de commande ou lors de la validation de devis.

Tout dépassement de ces délais du fait du titulaire est sanctionné par l'application des pénalités de retard prévues à l'article 14 du présent CCAP.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG/FCS

12. Réunion de lancement

Une réunion de lancement du marché, réunissant les représentants du titulaire et ceux du pouvoir adjudicateur, sera organisée au plus tard quinze (15) jours après la notification du marché et selon les modalités définies au CCTP.

Dans le cadre de la réalisation des prestations attendues, des réunions de suivi d'exécution pourront être organisées ponctuellement soit à la demande de CentraleSupélec, soit à la demande du titulaire.

13. Constatation de l'exécution des prestations

Chaque prestation fait l'objet de vérifications et de décisions distinctes dans les conditions décrites dans le CCTP. La vérification porte sur la concordance entre les prescriptions mentionnées dans le CCTP et les prestations effectivement réalisées.

En cas de non-respect d'une exigence contractuelle doit corriger les manquements dans les délais indiqués par CentraleSupélec et informer des mesures prises ou des actions préventives et correctives à mener.

14. Prix du marché

14.1. Forme et caractéristiques des prix

Les prix du marché sont contenus dans l'offre financière du titulaire. Ils sont révisables annuellement à la date anniversaire du marché.

Les prix sont exprimés en euros hors taxe et sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales, d'assurances ou autres, frappant obligatoirement la prestation, ainsi que tous les frais de mission des intervenants du candidat et les frais de participation à tous les déplacements nécessités par le marché, demandés par le pouvoir adjudicateur. Ces prix comprennent toutes les dépenses nécessaires pour l'exécution du présent marché, conformément aux dispositions des pièces constitutives du marché.

Le présent marché est traité à prix forfaitaire pour les prestations récurrentes (selon la décomposition du prix global et forfaitaire) et à prix unitaire pour les prestations ponctuelles listées au bordaux des prix unitaires (BPU) et sont appliquées aux quantités réellement exécutées et acceptées.

14.2. Révision des prix

Les prix sont fermes durant la première année d'exécution du marché.

Les prix sont révisés à la baisse, comme à la hausse, sur demande du titulaire, à la date anniversaire du marché. La révision concerne les prix des prestations récurrentes et les prix des prestations ponctuelles du BPU.

Formule de révision :

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois au cours duquel le titulaire a remis son offre soit la date de remise des offres. Ce mois est appelé « mois zéro ».

Ce prix est révisable annuellement à la date d'anniversaire du marché, selon la formule paramétrique :

$$P=P_0 \times (0.15+0.85 (I/I_0))$$

Dans laquelle :

P= prix unitaires révisés

P₀= prix unitaires établis au mois M₀

I = dernière valeur connue de l'indice au mois M_n de révision des prix

I₀ = valeur de l'indice du mois M₀ d'établissement des prix

L'indice choisi pour la révision des prix est le suivant : Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 80.10 – Services de sécurité privée

Les nouveaux tarifs révisés à la hausse comme à la baisse devront être communiqués au service achats et marchés (achatsmarches@centralesupelec.fr) 15 jours avant la date de révision effective des tarifs du marché.

La seule transmission des prix révisés au pouvoir adjudicateur n'équivaut toutefois pas à leur acceptation. En effet, les nouveaux prix du marché ne pourront entrer en vigueur qu'à la condition qu'ils aient été validés préalablement et de manière expresse par CentraleSupélec.

A défaut de communication des nouveaux tarifs révisés par le titulaire dans ces délais, les tarifs en cours seront maintenus. Les tarifs révisés seront validés par un écrit de CentraleSupélec (courrier ou mail).

En cas de cessation de publication ou de disparition de l'indice de référence, les parties conviennent :

- D'adopter l'indice de remplacement publié ;
- Si aucun indice de remplacement n'est publié, de choisir un indice similaire.

14.3. Clause de sauvegarde

Clause butoir : Il est entendu que les prix pratiqués pour la prestation sont susceptibles de variations à la date anniversaire du marché. L'augmentation qui résulte de la révision des prix sera obligatoirement limitée par rapport aux derniers prix en vigueur à 3%.

Si la variation annuelle excède le taux susvisé, alors celle-ci sera automatiquement limitée à ce taux sauf dispositions législatives ou réglementaires ou circonstances exceptionnelles dûment justifiées à apprécier par le pouvoir adjudicateur, à la demande du titulaire.

Clause de sauvegarde : Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité le marché lorsque l'augmentation des prix est supérieure à 3% par rapport aux prix de la période d'exécution précédente.

Il informe le titulaire de son intention de procéder à la résiliation en respectant un préavis de deux (2) mois à compter de la notification de sa décision. Dans cette hypothèse, ce sont les prix validés antérieurement qui resteront applicables jusqu'à la date d'effet de la résiliation.

15.Modalités de règlement

15.1. Présentation des factures

Les demandes de paiement sont communiquées par voie dématérialisée, via CHORUS PRO. Lorsqu'une facture sera transmise en dehors de ce portail, le pouvoir adjudicateur peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise via le portail CHORUS PRO correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur ce portail. Les informations nécessaires au dépôt des factures sur le portail CHORUS PRO sont les suivantes :

- N° d'engagement juridique : numéro de bon de commande

- SIRET : 130 020 761 00016

Les factures sont établies portant, outre les mentions légales, mes indications ci-après :

- L'objet et le numéro ;
- Le numéro de bon de commande ;
- Le numéro de compte bancaire tel qu'il est précisé à l'Acte d'Engagement
- La date d'émission de la facture
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture
- La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement
- La date d'exécution du marché
- Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures sont libellées à :

CentraleSupélec
Agence Comptable/Service facturier
3rue Joliot Curie
91190 Gif-sur-Yvette

15.2. Délais de paiement

Le paiement sera effectué selon les règles de la comptabilité publique.

Conformément à l'article 1er du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le délai de paiement est de 30 jours à compter de la réception de la facture à condition que le service fait soit certifié.

En cas de non-respect par l'acheteur public du délai de paiement, le titulaire du marché a droit au versement d'une indemnité forfaitaire de recouvrement de 40 euros ainsi qu'à des intérêts moratoires dont le taux applicable est celui de la Banque centrale européenne (BCE) augmenté de 8 points.

Les relances peuvent être adressées à l'adresse suivante :
 compta.fournisseurs@centralesupelec.fr

15.3. Avance

Les dispositions des articles R2191-3 et suivants du CCP sont applicables. L'option retenue est l'option B du CCAG-FCS. Sauf renonciation expresse du titulaire, une avance de 5% lui est donc accordée.

Une avance peut être versée sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R.2191-6, R.2193-10 et R.2193-17 à R.2193-21 du Code de la commande publique.

16. Pénalités

16.1. Généralités

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, des pénalités seront appliquées en cas de non-respect des clauses de l'accord cadre, sans mise en demeure préalable pourvu que le fait générateur ait été constaté.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard. Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Il est entendu que ces pénalités, ne sont appliquées que lorsque le Titulaire est reconnu responsable du défaut de prestation. Cependant il appartient au Titulaire de faire la preuve que les prestations non conformes ne lui sont pas imputables

Les pénalités sont calculées en jours calendaires, elles seront appliquées sur la facture et viendront en déduction sur la facture mensuelle suivant le mois d'application des pénalités.

Ces pénalités sont cumulables.

16.2. Pénalités pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

16.3. Autres pénalités applicables

Objet du manquement	Occurrence	Valeurs	Précisions
Non-respect délai maximum d'intervention	Forfaitaire	100 euros	Tous les délais mentionnés au CCTP : délai d'intervention, délai de transmission d'un devis pour les prestations ponctuelles
Non-respect astreinte téléphonique	Forfaitaire	100 euros par défaut d'astreinte	Absence de réponse de l'astreinte 3.6 « respect des horaires » du CCTP
Dégradation matériel	Forfaitaire	150 euros par dégradation constaté	3.9 « accès aux locaux et respect du matériel mis à disposition du prestataire » du CCTP
Absence réunion ou rdv demandé par CS	Forfaitaire	100 euros par absence de réunion	3.1 « encadrement » du CCTP
Non transmission d'un document	Forfaitaire	100 euros par document	Tout document listé au CCTP ou faisant l'objet d'une demande par CS : rapport d'audit et de contrôle externe, planning mensuel etc.

Pénalités pour retard de transmission d'un document/absence ou retard à un rendez-vous	Forfaitaire	100 euros par constat	Pénalité forfaitaire, en cas de retard de remise de documents de reporting, d'absence aux réunions de suivi, ou de retard excédant 30 minutes aux réunions de suivi 3.1.3 « chef de site » du CCTP
Non-respect du plan d'assurance qualité	Forfaitaire	100 euros par point non respecté	3.4 « démarche qualité » du CCTP
Affichage du planning au PCS	Forfaitaire	100 euros par journée d'absence d'affichage	3.10 « planning des agents » du CCTP
Non-respect des délais et absence			
Retard	Forfaitaire	50 euros par ¼ heure de retard	3.2 « continuité de service » du CCTP
Absence	Forfaitaire	200 euros par absence constaté	Par vacation non effectuée 3.7 « remplacement des agents » du CCTP
Départ anticipé sans attente relève	Forfaitaire	50 euros par ¼ heure de départ anticipé	3.2 « continuité de service » du CCTP
Non-respect du délai maximum de remplacement d'un agent	Forfaitaire	100 euros par délai non respecté	3.7 « remplacement des agents » du CCTP
Non-respect du taux de remplacement des agents (inférieur à 5%), sur une durée de trois mois	Forfaitaire	200 euros	Par manquement 3.7 « remplacement des agents » du CCTP
Non retrait d'un agent à la demande du client pour non-respect du CCTP	Forfaitaire	100 euros par jour de « non retrait »	3.12 « condition de retrait d'un agent du site » du CCTP
Matériel/tenue vestimentaire			
Badge Professionnel : badge oublié/non à disposition	Forfaitaire	100 euros	Par manquement constaté 2.5 « Exigences relatives aux agents » du CCTP
Tenue : absence de tenue ou d'un élément de tenue	Forfaitaire	100 euros	Par manquement constaté 2.5 « Exigences relatives aux agents » du CCTP
Matériels non utilisables, incomplets	Forfaitaire	100 euros	Matériels et équipements nécessaires à la prestation (notamment listés à l'article 3.3 du CCTP)

FORMATION			
Retard de transmission du dossier de formation d'un agent	Forfaitaire	100 euros	Par jour de retard constaté 2.5 « Exigences relatives aux agents » du CCTP
Pas de formation au poste réalisée avant mise en place de l'agent	Forfaitaire	200 euros	Par jour de manquement constaté 2.5« Exigences relatives aux agents » du CCTP
Absence du plan de prévention. Pas de prise en compte du plan de prévention ou prise en compte obsolète.	Forfaitaire	100 euros	Par jour de manquement constaté 3.11 « exigences relatives au respect des règles de sécurité au travail » du CCTP
Pénalité pour défaillance contractuelle	Forfaitaire	50 euros (par jour et par constat)	Pénalité pour mauvaise exécution ou défaillance contractuelle ne faisant pas l'objet de pénalités spécifiques ci-dessus définies
Pénalité pour non-respect des règles de protection des données,	Forfaitaire	1000 € par infraction constaté	En cas de non-respect des règles de protection des données à caractère personnel sans mise en demeure préalable.

17. Résiliation du marché

Le présent marché peut, être résilié à tout moment par le pouvoir adjudicateur, suite à une faute ou une défaillance du titulaire ou bien par simple décision unilatérale, sous respect d'un préavis de trente (30) jours par envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

La résiliation est alors prononcée par le pouvoir adjudicateur, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité. Le pouvoir adjudicateur peut se prévaloir des stipulations de l'article 32 du CCAG FCS. Le cas échéant, les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises à la personne publique.

Par ailleurs, CentraleSupelec peut résilier le marché sans indemnité, en cours d'exécution, par décision avec date d'effet, envoyée en recommandé avec avis de réception, si :

- Après mise en demeure du titulaire assortie d'un délai, des défauts constatés n'étaient pas corrigés ;
- En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R2153-6 à R2143-10 du Code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R1263-12, D8222-5 ou D8222-7 ou D8254-2 à D8254-5 du Code du travail ;
- Le titulaire du marché a sous-traité en contrevenant aux dispositions du décret ;
- En cas de liquidation judiciaire du titulaire, le marché est résilié à la date du jugement du tribunal de commerce.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG FCS, dans le cas d'une résiliation du marché pour motif d'intérêt général, CentraleSupelec se réserve le droit de résilier unilatéralement et à tout moment le présent marché.

A ce titre, le titulaire ne pourra prétendre qu'à une indemnisation proportionnelle au montant des prestations restant à exécuter pour la période allant de la résiliation du marché à la date initialement convenue de cessation des prestations. Les dépenses afférentes au manque à gagner et autres frais ne seront pas portées au décompte de résiliation.

Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

Le pouvoir adjudicateur peut se prévaloir des stipulations de l'article 45 du CCAG FCS. Ainsi, il peut faire procéder à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcé aux torts du titulaire.

S'il n'est pas possible au pouvoir adjudicateur de se procurer, dans les conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents du marché, il peut y substituer des prestations équivalentes. Le titulaire, du marché résilié, doit fournir toutes les informations recueillies et tous les moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché public par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur. L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

En cas de non-respect des stipulations prévues au marché, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit, en cas de préjudice constaté, d'exercer toute action en réparation à l'encontre du titulaire

18.Assurance

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

19.Pièces et attestations à fournir

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D.8222-5 ou D.8222-7 du code du travail.

A défaut, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire. Ainsi le Pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

20.Différends

Le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

Tout différend entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'une lettre de réclamation exposant les motifs de son désaccord et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Par

dérogation à l'article 37 du CCAG FCS, cette lettre doit être communiquée au pouvoir adjudicateur dans le délai d'un mois courant à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion. Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai d'un mois, courant à compter de la réception de la lettre de réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

Le pouvoir adjudicateur ou le titulaire peut soumettre tout différend qui les oppose à un comité consultatif de règlement amiable des litiges, dans les conditions mentionnées aux articles R2197-1, D2197-15, D2197-17 et R2197-16 du Code de la commande publique.

21. Règlement des litiges et langue

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Versailles est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

22.: Dérogations au CCAG applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services

Articles du CCAG –FCS auxquels il est dérogé	Articles du CCAP introduisant ces dérogations
Article 14.1.1.	Article 14
Article 14.1.3.	Article 14
Article 9.	Article 15
Article 33	Article 16